

HIRAK ET DIASPORA, FORCE MOTRICE OU CAISSE DE RÉSONNANCE ?



AREZKI METREF *

Dimanche 5 juillet 2020 : des milliers d'immigrés algériens venus de toute l'Europe convergent vers la place de la République à Paris pour une marche en direction de la Bastille. Marquant la résurrection du *Hirak* postconfinement, cette action, personne ne pouvait la prévoir aussi mobilisatrice, l'appréhension de son éventuel échec se fondant à la fois sur des raisons de crise du coronavirus et sur les conséquences de la répression en Algérie.

Les pronostics défaitistes ont été démentis. En dépit du travail de sape du pouvoir algérien et de ses relais, et malgré le découragement provoqué par les arrestations en Algérie, « les Algériens établis à l'étranger », pour reprendre la formule consacrée, ont encore montré qu'ils étaient capables de réaliser un grand mouvement de masse protestataire et de gérer leurs différences pour afficher à la face du monde que le *Hirak*¹ n'a succombé ni au confinement sanitaire mis à profit par le pouvoir pour le réprimer et le délégitimer ni aux intimidations.

* JOURNALISTE ET ÉCRIVAIN ALGÉRIEN, COLLABORATEUR DU *SOIR D'ALGÉRIE* ET DU *MONDE DIPLOMATIQUE*.

¹ Le mot *Hirak* qui désigne le mouvement du 22 février 2019 en réaction à l'annonce du 5^e mandat de Bouteflika a initialement été contesté avant de finir par s'imposer. Depuis l'irruption de Rachad, le terme est davantage contesté. Concernant le *Hirak*, voir notre article, « *Hirak*, le réveil du volcan algérien », *Le Monde diplomatique*, décembre 2019.

La particularité de cette résurrection du *Hirak*, après plusieurs mois d'interruption volontaire compte tenu de la Covid-19, est que ce dimanche coïncidait avec le 57^e anniversaire de la fête de l'Indépendance. Une façon de réaffirmer que la révolution algérienne a été détournée, instrumentalisée dans ses symboles et ses signaux et que le *Hirak* entend se réapproprier cette histoire d'émancipation.

Depuis le début, les manifestants ont affiché leur volonté de ne se laisser déposséder ni de la geste de la libération et de ses héros ni du legs des processus révolutionnaires enclenchés par leurs aînés. L'exhumation de la mémoire notamment d'Abane Ramdane², assassiné par les siens, de celle de Larbi Ben M'hidi³, victime des colonialistes, des dates du 5 juillet (célébration de l'indépendance de l'Algérie) ou du 1^{er} novembre (déclenchement de la révolution), témoigne de la filiation revendiquée avec le mouvement national de libération. L'apparition du mot d'ordre *Istiqlal* (indépendance) dans les marches du *Hirak*, en Algérie comme à l'étranger, pour troublante qu'elle soit, est significative de la perception oppressive qu'a du pouvoir la population algérienne qui aspire à s'en libérer.

En réalité, la diaspora s'est mobilisée avant la grande marche du 22 février 2019 à Alger. À l'annonce du 5^e mandat, et après la réaction des jeunes de Kherrata, le 16 février, un jeune Algérien, Dani Yahia Oualet, lance sur les réseaux sociaux un appel à un rassemblement à Paris pour dénoncer la forfaiture. Avec d'autres, Faïza Menai, Samir Mellal et Farid Y., ils forment un collectif, *Debout l'Algérie*, qui invite à la première manifestation, le 17 février. Quelque 5 000 personnes répondent à l'appel. Ce n'est que cinq jours plus tard que la première grande manifestation, inaugurale du *Hirak* de masse que l'on connaîtra par la suite, a eu lieu à Alger et dans d'autres villes d'Algérie. Depuis, le *Hirak* ne s'est pas arrêté. Il a connu une croissance exponentielle. On compte en France une trentaine de collectifs de différentes obédiences politiques ou idéologiques.

² L'un des dirigeants du FLN, favorable à la primauté du civil sur le militaire, assassiné sur ordre des chefs du FLN, à Tétouan au Maroc, en décembre 1957.

³ L'un des membres fondateurs du FLN, responsable de la Wilaya V pendant la guerre. Proche des idées d'Abane Ramdane pour son rôle dans la Conférence de la Soummam (août 1956), ils décideront avec Yacéf Saâdi de déclencher la bataille d'Alger. Arrêté le 23 février 1957 par les paras de Bigeard, il meurt assassiné le 4 mars 1957.

L'implication des Algériens de France dans ce mouvement s'inscrit dans une tradition qui remonte aux débuts de l'émigration.

Place des Algériens dans l'immigration en France

Depuis le début du xx^e siècle, tout comme d'autres colonies, l'Algérie a servi de réservoir de main-d'œuvre⁴ banale à la métropole. Parmi tous les étrangers vivant en France, les travailleurs algériens ont constamment représenté la communauté la plus importante en nombre.

Cette communauté façonnée par le rapport colonial travaillait in situ au profit de l'économie française, mais elle a toujours vibré des mêmes pulsations que la société algérienne. Les limites du Code de l'indigénat⁵ imposé aux Algériens eut, d'une certaine manière, délégué à l'immigration algérienne en France la mission et la possibilité d'organiser les premières structures politiques et syndicales au profit de la lutte anticoloniale. C'est ainsi qu'est née dans l'immigration l'idée d'indépendance nationale dans le sillage de l'Étoile nord-africaine dans les années 1920, qui sera réalisée grâce à la lutte du peuple algérien menée par le FLN à partir de 1954.

Jusqu'à l'indépendance de l'Algérie en 1962, la communauté algérienne a été un vivier de militants nationalistes en faveur de l'indépendance. Après cette date, elle va croître et changer de nature puisque dans les années 1970, elle sera constituée, pour l'essentiel, par une immigration familiale. Dès l'indépendance, elle devient le refuge des opposants au pouvoir d'Alger. De fait, la communauté algérienne en France est connue pour être très politisée et plus sensible aux évolutions politiques en Algérie qu'à sa condition sur le territoire français.

Il n'est donc pas surprenant que le *Hirak*, ce mouvement populaire, trouve un écho instantané dans l'immigration. Depuis le

⁴ La main-d'œuvre importée d'Algérie est choisie pour sa sous-qualification dans laquelle elle est souvent maintenue. Elle était essentiellement constituée de manœuvres, un statut censé les désarmer politiquement.

⁵ Le Code de l'indigénat, mis en place par la loi du 28 juin 1881, instaure en Algérie un régime spécial d'obligations et de délits applicable exclusivement aux autochtones, sous l'autorité administrative des gouverneurs, administrateurs et autres intermédiaires. Ce régime d'exception, qui sera généralisé à toutes les colonies françaises, sera aboli par la loi du 7 avril 1946, mais ne cessera réellement à s'appliquer en Algérie qu'avec l'indépendance en 1962.

début des années 1990, l'immigration algérienne a changé de nature et a diversifié ses destinations. La communauté des travailleurs et de leurs enfants s'est enrichie d'autres catégories comme celle des exilés des années 1990 et 2000, pour la plupart des militants démocrates ayant fui la violence politique. S'y agrègent des étudiants de plus en plus nombreux en dépit des limitations imposées tant par l'Algérie que par la France. Par ailleurs, après la décennie noire⁶, l'immigration algérienne a élargi l'arc de ses destinations avec le Canada qui a reçu des centaines de milliers d'Algériens, souvent issus de la classe moyenne et politiquement conscientisés⁷. C'est à la faveur de l'adhésion au *Hirak* des Algériens à travers le monde qu'est apparu dans la presse le terme de « diaspora algérienne ».

Communauté ou diaspora ?

Selon l'association AIDA (Algerian International Diaspora Association), on estime à environ 7 millions le nombre d'Algériens vivant à l'étranger, tous continents confondus. Pour des raisons historiques, c'est évidemment en France que cette immigration est la plus importante. Les plus récentes statistiques publiées par l'INSEE à l'automne 2019 font état de 807 500 Algériens en France. Bien entendu ces estimations varient fortement selon les sources dans la mesure où, la loi française interdisant les statistiques ethniques, les chiffres concernant la population d'origine algérienne ne peuvent être évalués avec certitude.

En revanche, concernant la diversification des destinations, il ne fait aucun doute que ces dernières années, outre la France, elle s'est aussi orientée vers de nouveaux horizons, notamment les États-Unis, le Canada et l'Espagne.

L'évolution interne de l'Algérie l'a conduite à substituer à l'émigration économique traditionnelle une fuite des cerveaux en conséquence de raisons sécuritaires ou politiques. Ainsi, selon le site *Ecom News* (3/10/2016), on trouverait 10 000 médecins algériens en France et 66 000 cadres aux compétences avérées. Ces derniers seraient 268 000 en Europe, dont 30 000 possèdent un

⁶ Nom donné aux années de violence 1990-2000, en conséquence de l'adoubement du Front islamique du salut (FIS) comme force politique dominante.

⁷ Selon AIDA, 210 000 Algériens vivaient au Canada en 2017, ils n'étaient que 32 255 en 2006.

doctorat. On a en outre recensé 100 000 entrepreneurs algériens en Europe. Le réseau des Algériens diplômés des grandes écoles (REAGE) évalue à environ 600 000 personnes (cadres, chercheurs, universitaires et chefs d'entreprise) le nombre de cadres algériens de la diaspora fin 2019.

Aujourd'hui, la formule « communauté algérienne établie à l'étranger » laisse progressivement la place à la notion de diaspora, du moins dans l'une de ses définitions. Dans une étude de 2017, Aziz Nafa, maître de conférence au CREAD⁸, considère que la communauté algérienne répond aux 5 critères définitoires d'une diaspora, tels qu'établis par le sociologue Stéphane Dufoix : dispersion d'une communauté dans plusieurs lieux ; lieux de destination en conformité avec la structure de la chaîne migratoire reliant les migrants à ceux déjà installés dans le pays d'accueil ; conscience et revendication d'une identité ethnique et nationale ; existence d'une organisation politique, religieuse ou culturelle du groupe dispersé (vie associative, etc.) ; contacts avec le pays d'origine par des réseaux d'échange.

Au regard des critères de Stéphane Dufoix, la communauté algérienne à l'étranger constitue bien une diaspora en construction dont les fondations ont été affermies par le *Hirak*. Cependant, les différents acteurs et analystes du *Hirak* ne sont pas tous de cet avis.

103

Topographie de la place de la République à Paris

Depuis le 17 février 2019, des milliers d'Algériens entretiennent la mobilisation en France, et surtout à Paris, pour relayer et donner un écho au mouvement qui a commencé par s'élever contre le 5^e mandat de Bouteflika et qui a mûri en révolte de fond pour mettre fin au système prédateur qui pèse depuis l'indépendance. But : aller vers le raffermissement des bases pour un changement démocratique qui mènerait à un état de droit. Pour certains *Hirakistes*, cela passe par une transition qui permette un processus constituant.

La mobilisation est à la hauteur de celle des acteurs du *Hirak* sur le terrain, suscitant l'admiration du monde entier pour son pacifisme et son sang-froid. Tous les dimanches, place de la

⁸ Centre de recherche en économie appliquée pour le développement (Algérie).

République⁹, des centaines, voire des milliers, d'Algériens – et leurs amis – se retrouvent, dans la diversité des appartenances et des conceptions politiques et idéologiques, pour communier avec les leurs restés en Algérie afin de redonner de l'espoir.

Pour comprendre en quoi les premières manifestations place de la République se particularisent pour avoir réuni des éléments d'une diaspora que traversent maintes lignes de fracture, il faut revenir sur l'histoire récente.

Après l'indépendance de l'Algérie en 1962, le poids du FLN sur l'immigration algérienne allait perdurer par le biais de l'Amicale des Algériens en France, héritière de la très puissante Fédération de France du FLN. Tout comme en Algérie où le pouvoir était confisqué au profit du Parti unique, l'Amicale des Algériens monopolisait toute vie collective dans l'immigration en faisant au besoin usage de la force. L'opposition qui en Algérie était muselée tentait de s'organiser en France.

Après 1989 et l'instauration du pluripartisme, le FLN en Algérie et l'Amicale des Algériens en France perdent leur prédominance. Des partis existant dans l'immigration de façon clandestine, comme le FFS (Front des forces socialistes dirigé par Aït Ahmed), le PAGS (Parti de l'avant-garde socialiste, communiste) et d'autres groupes politiques de moindre importance, ajoutés à ceux nés en Algérie comme le RCD (Rassemblement pour la culture et la démocratie, fondé par Saïd Sadi), ont eu l'ambition de mobiliser des vecteurs de l'immigration.

Après l'interruption des élections en 1992, une nouvelle ligne de fracture naît dans la classe politique algérienne entre d'un côté les forces hostiles à l'intégrisme islamiste et de l'autre celles qui lui sont favorables, lesquelles se retrouveront autour de la plateforme de Sant'Egidio de 1995¹⁰. Cette ligne de fracture entre « éradicateurs » et « réconciliateurs » émiettera l'immigration dans laquelle les affrontements politiques se transposèrent avec d'autant plus de virulence que la France avait servi de refuge à de

⁹ Lire l'article de Didier Le Saout « Faire *Hirak* à Paris. Les mises en scène d'une révolution contre "le système algérien" », <<https://journals.openedition.org/anneemaghreb/5381>>.

¹⁰ Appelée aussi plateforme de Rome, elle sanctionne la rencontre de 8 partis politiques algériens d'opposition dont le Front islamique du salut (FIS), organisée par l'Association catholique Sant'Egidio du 8 au 13 janvier 1995. Le pouvoir a rejeté le document.

nombreux islamistes chassés d'Algérie, lesquels avaient exporté vers la France les pratiques terroristes¹¹.

C'est pourquoi les premières manifestations place de la République en faveur du *Hirak* en février 2019 avaient quelque chose d'exceptionnel en ce sens qu'elles donnaient l'impression que les plaies de la décennie noire avaient été pansées. Mais le consensus autour du *dégagisme*, réunissant les forces politiques de la diaspora allant des communistes aux islamistes en passant par les démocrates, tiendra jusqu'à ce que les islamistes fidèles à leur stratégie de se plier à la nature d'un mouvement populaire finissent par sentir l'opportunité de le contrôler.

Dans un premier temps, prenant en charge cet élan populaire né du ras le bol du bouteflikisme, en diaspora comme en Algérie, le *Hirak* semblait transcender les obédiences idéologiques et politiques. Le phénomène de vases communicants entre le *Hirak* sur le terrain algérien et son amplification par la diaspora a créé un influx politique qui a poussé nombre d'immigrés algériens à retourner en Algérie, du moins pour manifester, d'où ce courant que l'on appelle ironiquement les « Parisois »¹².

Paroles de *Hirakistes*

La lame de fond du *Hirak* n'a épargné aucune cité abritant des Algériens. De Londres à Berlin, de Bruxelles à Montréal, de San Francisco à Milan, de Beyrouth à Toulouse, les Algériens, dans la pluralité de leurs profils, ont pris l'habitude de sortir chaque semaine clamer leur solidarité avec un mouvement qui, en Algérie même, de semaine en semaine pesait au point de conditionner les jeux de pouvoir. Mais, c'est surtout depuis Paris, place de la République, que le tempo diasporique est donné. Paris est effectivement la ville qui héberge le plus grand nombre d'immigrés algériens et d'activistes de tous bords.

En écho au mouvement sur le territoire algérien, ils ont voulu, sans toujours y parvenir, réveiller les capitales occidentales

¹¹ Attentat à la station Saint-Michel à Paris le 25 juillet 1995 commandité par le GIA pour punir la France de son soutien à Alger. Puis à la station Maison-Blanche le 6 octobre 1995.

¹² Désigne ces immigrés parisiens plus ou moins détachés de l'Algérie dont le *Hirak* a réveillé la fibre algérienne au point de trouver plus légitime de manifester à Alger plutôt qu'à Paris.

qui semblaient indifférentes au soulèvement pacifique qui veut transformer l'Algérie séquestrée dans le glacis d'un pouvoir qui s'autoreproduit depuis l'indépendance. Leur composante est intergénérationnelle. Leurs sensibilités sont plurielles. Le *Hirak* en son début a réveillé dans un esprit de kermesse une adhésion tenue jusqu'alors en friche. Pour mesurer la complexité de la diaspora et les contradictions qui la traversent, nous avons interviewé des *Hirakistes* algériens de différentes villes à travers le monde. À la demande de certains de nos interlocuteurs, les prénoms ont été changés.

Assia B,

doctorante en sciences sociales, vit depuis une décennie à Paris.

Militante démocrate active, pour elle le *Hirak* est comme la suite naturelle de ses combats antérieurs en faveur d'une Algérie libre et démocratique. Au terme *Hirak*, elle préfère celui de mouvement citoyen. De son point de vue, penser que le *Hirak* aplanit les différends idéologiques est un leurre. «Le souci de l'esthétisme a pris le pas sur le fond.» S'en tenir à l'image d'un mouvement pacifique est à la fois «un régulateur et une limite importante à l'émergence d'un projet politique dans le sens politique de la chose.» Il y a la manifestation circonscrite dans le temps et l'espace, et il y a le temps de la confrontation, plus long, puisqu'il se développe sur les réseaux sociaux, donc dans le virtuel.

Pour elle, les Algériens dans l'immigration, aux profils divers, ne font pas une diaspora. Cependant, le mouvement pourrait la faire émerger. S'agissant de savoir si la révolution citoyenne du 22/2 régénère le lien de l'immigration avec l'Algérie qui se bat, la réponse dépend des groupes concernés: «Majoritairement, la vague des années 1990, en lien avec la situation sécuritaire, et celles qui ont suivi – essentiellement plusieurs vagues d'étudiants surtout dans les années 2000 – sont très mobilisées. Les Français d'origine algérienne, eux, sont très peu nombreux.»

Comme beaucoup de nos interlocuteurs, Assia B. considère que «les islamistes sont dans le mouvement depuis le départ, c'est-à-dire qu'ils n'ont jamais été loin. Sauf qu'ils sont dans la stratégie taquyyiste¹³.» En se démarquant de l'image violente, totalitaire et intolérante qu'ils avaient dans les années 1990, ils donnent l'impression de se renier pour se fondre dans le mouvement. En réalité, ils attendent leur heure. «Sur les 13 mois écoulés, ils ont tenté plusieurs assauts. C'est doucement mais sûrement qu'ils se sont fait un espace, place de la République, au pied de Marianne.»

¹³ La *taquyya* est une tactique de dissimulation consistant en une duplicité à tenir des discours différents selon les circonstances.

La chronologie des faits aide à comprendre cette stratégie d'infiltration taquiyyste. « Entre février et mi-mars 2019, (les premières manifestations place de la République), la Marianne tutoyait de près les manifestants qui grimpaient sur le monument central. Les risques d'accidents étant réels, il a été demandé aux différents collectifs porteurs d'autorisation de veiller à ce que ce phénomène prenne fin. »

Dans une deuxième phase se sont constituées des agoras. « Ce qui fixera la répartition des espaces entre les "tendances politiques". La Marianne est longtemps restée sans couleurs. Entre-temps les islamistes avaient infiltré de nombreux collectifs. Pour qu'au final ils s'installent petit à petit au pied de la Marianne avant d'y déployer des banderoles nationalistes criardes et d'inonder l'espace à coups de décibels assourdissants et de discours complotistes, révisionnistes et antimilitaristes primaires. Le nationalisme était l'emballage de tous les discours. »

S'est développé alors ce phénomène de « la guerre des sons », favorable en toute logique aux groupes disposant des plus gros moyens, c'est à dire les islamistes.

Souad Baba Aïssa,

59 ans, née en France, vit à Paris.

Militante féministe et membre du collectif *La Révolution du sourire*, elle ne manque aucun rassemblement. Le *Hirak* est pour elle « une révolution où toutes les tendances politiques et idéologiques se rassemblent. Une grande différence depuis les années 1990 car cette révolution ayant pris naissance dans la jeunesse populaire, aucun parti politique ne peut en revendiquer la paternité. »

Il est légitime pour elle que « la diaspora fonctionne au diapason et à l'unisson du *Hirak* en Algérie. »

À la question relative à l'attitude de la diaspora vis-à-vis du *Hirak*, sa réponse est nuancée : « pour l'immigration de la première génération ayant lutté pour l'indépendance de l'Algérie dont les idéaux ont été confisqués, c'est un peu comme le réveil de la Fédération de France pour ces chibanis à qui le lien avec l'Algérie manque énormément. »

Mais pour elle aussi, en France, la frange de la diaspora active dans le *Hirak* est surtout représentée par la génération des exilés des années 1990 chassés du pays par le terrorisme, et qui n'ont jamais coupé le lien avec l'Algérie : « Ce *Hirak* est l'expression profonde de leur intérêt pour l'Algérie confisquée par le clan Bouteflika, cette Algérie qu'ils veulent construire avec des valeurs identiques à celles de la plateforme de la Soummam¹⁴, »

¹⁴ Document issu du congrès de la Soummam, initié en plein maquis par deux dirigeants du FLN de l'intérieur, Abane Ramdane et Larbi Ben M'hidi. Tenu du 13 au 20 août 1956, ce congrès a élaboré les fondements politiques du FLN et

de l'indépendance politique, de celle de la justice, de l'égalité, de la justice sociale et de la séparation du pouvoir militaire et du pouvoir civil.»

Elle regrette que « les enfants de la 2^e et de la 3^e génération ne rejoignent pas le mouvement alors qu'ils sont capables de manifester avec un drapeau algérien lors des matchs de foot. »

Omar B., 53 ans,

est installé à Paris depuis 1988.

Militant politique très impliqué, il participe très vite à la constitution de collectifs à Paris pour soutenir le *Hirak* algérien et organiser sa participation dans la diaspora. Il interprète la longévité du mouvement en diaspora par le fait que « son caractère massif a ébranlé le régime et a empêché de réprimer frontalement. Les citoyens dans la rue ont très vite imposé la musique et le rythme du récit de leur citoyenneté. »

Bien entendu, Omar B. ne manque aucun rendez-vous place de la République où « les gens s'agglutinent comme on le ferait à la *Djemââ* du village. Il y a un besoin de nous retrouver, de nous parler. Ce mouvement a aussi une fonction réparatrice. Nous sommes de fait une société post-traumatique. »

Concernant la présence des islamistes, il considère que « c'est un courant idéologique de la société algérienne. C'est normal de le retrouver dans la diaspora, mais c'est un phénomène marginal. »

Youcef T., 71 ans,

professeur d'université et écrivain, vit à Montpellier depuis 27 ans.

Militant progressiste, il fait partie de ces « exilés » chassés d'Algérie par la violence des années 1990. Dès le premier dimanche qui a suivi le vendredi 22/02, il a rejoint le *Hirak* à Montpellier « à l'appel d'un groupe d'étudiants rallié par 250 citoyens algériens. »

Il adopte tous les slogans des marches « sauf ceux des islamistes dirigés contre l'armée, et ceux qui sont pour la chute de l'État. » La mobilisation au fil des semaines s'est renforcée jusqu'à rassembler 400 personnes, essentiellement des résidents algériens, parfois des Algériens de passage ou « des amis français mais jamais d'autres Maghrébins. »

Après le mois de mai, la forte mobilisation a baissé, « désertée par les médecins, les ingénieurs, suivis des avocats et des technologues. Le noyau

organisé son armée, l'ALN (Armée de libération nationale). Il a retenu comme principe la primauté du civil sur le militaire et de l'intérieur sur l'extérieur, deux principes qui ont toujours été bafoués.

s'est stabilisé autour de 40 à 50 personnes organisant jusqu'à la Covid 19 des rassemblements face au consulat d'Algérie à Montpellier.»

Très vite les Algériens de Montpellier ont créé le CAMDA (Collectif des Algériens de Montpellier pour la démocratie en Algérie) qui, outre l'organisation des rassemblements hebdomadaires, a organisé des conférences et des débats jusqu'en juin 2019.

Youcef T. pense que le *Hirak* a en effet rassemblé les Algériens au-delà des idéologies, « car l'unité s'est faite sur la base du refus du 5^e mandat, la dénonciation du régime des corrompus, l'exigence de la liberté d'expression et d'une vie démocratique. » À Montpellier aussi les islamistes « ont tenté d'infiltrer le mouvement, notamment avec leur slogan : Karim Tabou, Allah ou Akbar ! Mais ils ont été très vite repoussés. »

Des personnes ont quitté les marches et les rassemblements soit « en réfléchissant aux conséquences en cas de voyage au pays, soit par l'effet d'une démobilisation normale en l'absence d'une coordination du *Hirak*, soit enfin en raison des « déviances » constatées en Algérie-même, en particulier ces slogans et exigences anarchistes ou constituant un danger pour le pays. »

Hanane Trinel-Ourtilani,

39 ans, vit à Lesquin près de Lille depuis 2016.

Le 22 février, elle a découvert sur les réseaux sociaux et la télévision, la rue algérienne noire de monde. Le 31 mars, « nous nous sommes tous donnés rendez-vous à Paris ». Les Algériens de Lille estimaient que le meilleur endroit pour soutenir le *Hirak* c'était la place de la République, car « il fallait faire nombre et la couverture médiatique y est plus importante. »

Hanane Trinel Ourtilani estime que le *Hirak* « n'appartient à personne, à aucun parti, aucun mouvement politique ni courant idéologique. »

Elle remarque notamment l'expression d'un ras-le-bol dépassant la simple revendication politique, un désespoir qui s'exprime par exemple chez « les femmes qui ont porté des pancartes avec les photos de leur fils *harraga*, où était écrit : Mon fils, où es-tu ? »

Dans la diaspora, les revendications sont à ses yeux quelque peu différentes mais pas de façon sensible, car si, à l'intérieur du pays, le mouvement est fortement empreint de frustrations sociales, dans l'émigration « nous ne subissons pas les mêmes problèmes économiques. D'où la nécessité d'avoir des liens solides avec l'intérieur et de bien s'informer. »

Elle constate que le *Hirak* a décongelé les Algériens de la diaspora qui étaient « passifs par rapport à la politique algérienne ; il a ravivé la flamme patriotique. »

Les questions identitaires et idéologiques contenant les germes de la division du *Hirak* sont arrivées après « le discours divisionniste du régime et les incarcérations à cause du port du drapeau berbère. » Jusqu'à un certain moment, estime-t-elle, dans les marches hétéroclites « nous étions tous égaux et anonymes ».

Pour elle, du moins à Lille, le *Hirak* n'a pas été infiltré par les islamistes. « Ils sont une composante du *Hirak*, nous ne pouvons les ignorer. Ce mouvement nous permet de les connaître et de nous y opposer même si le champ politique en Algérie est verrouillé, surtout pour les démocrates laïques. Il est donc plus aisé de mener ce débat depuis l'étranger. »

Sofiane Z.,

65 ans, militant progressiste, vit à Toulouse depuis 1994.

À Toulouse « notre association a contribué à créer un collectif de soutien avec des groupes d'étudiants algériens et binationaux, et à coorganiser une vingtaine de manifestations les samedis et dimanches. »

Des manifestations spéciales ont aussi été planifiées en dehors des marches, tel qu'un meeting de soutien au *Hirak* en présence de centaines de participants et de quatre militants du *Hirak* venant d'Alger et d'Oran. Ont également été mis en place un débat avec des associations de femmes venues d'Algérie, une table ronde avec la participation du RAJ (Rassemblement Action Jeunesse), de la LADH (Ligue algérienne des droits de l'homme) et des syndicats autonomes algériens, une conférence avec des intellectuels et des universitaires consistant en une analyse du mouvement.

Le *Hirak* rassemble-t-il les Algériens au-delà des idéologies ?

« Oui, durant les premiers mois. Ensuite les divergences idéologiques ont pris le dessus. Les raisons à mon sens : les infiltrations, notamment islamistes, mais surtout l'étirement du mouvement dans la durée sans aboutir, ce qui a favorisé l'enlisement et l'émergence de forces centrifuges poursuivant des objectifs étrangers au cœur des revendications du *Hirak*. »

Le *Hirak* a été infiltré par les islamistes à Toulouse comme ailleurs, « mais de façon assez isolée en comparaison avec ce qu'il s'est passé en Algérie. »

Pour Sofiane Z, la différence entre le *Hirak* en Algérie et en diaspora n'est pas trop visible, la peur en moins.

Mahdia,

32 ans, vit à Bruxelles depuis 5 ans.

Elle soutient le *Hirak*, mais refuse de manifester en dehors de l'Algérie : « J'ai donc refusé les invitations à se mobiliser devant l'ambassade d'Algérie »

HIRAK ET DIASPORA, FORCE MOTRICE OU CAISSE DE RÉSONNANCE ?

à Bruxelles. Les deux premières ont réuni peu de monde et cela s'est très vite estompé. Une grande manifestation a eu lieu en décembre 2019 avec essentiellement des groupes venus du nord de la France et des personnalités algériennes assez connues de la diaspora ici, et avec qui je ne partage rien sur le plan idéologique.»

Esma Mechakra,

34 ans, habite en Suisse où elle vient de retourner après un séjour de deux ans en Chine.

Chercheuse, elle suit aussi le HIRAK en tant que militante démocrate. « Ici, rien ne se passe, car j'habite un village sans aucun Algérien ». En revanche, elle a participé au premier rassemblement du *Hirak* en Suisse, place des Nations, à Genève le 24/02/2019. « Je n'ai pas porté de pancarte. J'ai pris la parole pour dire non au 5^e mandat, mais aussi pour demander le départ du système et pour dénoncer l'exploitation du gaz de schiste contre laquelle j'avais lancé une campagne quelques mois auparavant. »

Dans la diaspora le *Hirak* comporte une différence de taille par rapport à celui du pays. « Nous ne subissons pas la répression que nos compatriotes connaissent en Algérie. Nous avons donc cette fenêtre de liberté d'expression que pas mal de personnes ont mise à profit pour dénoncer cette répression et pour informer les opinions publiques à l'étranger. »

Quid de la présence des islamistes ? « En général, le *Hirak* n'est pas infiltré par les islamistes. Ceux-ci constituent une partie de la population algérienne, donc ils font partie de l'équation et il faut composer avec cette donne. »

Adlan, 40 ans,

vit au Portugal où le très faible nombre d'Algériens, n'a pas permis l'organisation de manifestations.

Il a donc essentiellement vécu le *Hirak* – dont il a été l'un des photographes le plus constant -, sur le sol algérien. Il a été surpris de voir s'y côtoyer « des tendances diverses de la société algérienne, des ultras, des féministes, des étudiants, toutes les régions représentées. » Pour lui, le *Hirak* s'est installé « dans une résilience assez inédite dans le monde. », en ce sens qu'il s'agit de manifestations massives qui perdurent.

À l'étranger, « on sentait également que les Algériens voulaient croire en une nouvelle Algérie pour pouvoir envisager d'y revenir ». Pour lui, le *Hirak* dans la diaspora recrée du lien entre la communauté algérienne à l'étranger et ceux qui résident au pays. Pour une fois, et hors contexte footballistique, les Algériens d'ici et d'ailleurs vont communier.

« Jeme souviens de l'hommage émouvant que les manifestants d'Algérie ont rendu aux émigrés après la mobilisation contre le vote à l'élection présidentielle de décembre 2019, en chantant « les émigrés, bravo à vous, l'Algérie est fière de vous ! »¹⁵

Karim M.,

53 ans, journaliste, vit à Turin en Italie depuis 2001.

À Turin, il y a très peu d'Algériens. « Pour participer au *Hirak*, nous devons nous rendre à Milan où il y a une communauté un peu plus importante. Le nombre de participants au *sit-in* que nous organisons dépasse rarement les 40-50 personnes. Parfois, nous sommes juste une dizaine. La diaspora algérienne en Italie est éparpillée. La communication des événements circule peu. »

Karim M. considère que c'est sûrement la première fois depuis la décennie noire que toutes les tendances politiques se retrouvent dans la rue ensemble, à l'exception des partis du pouvoir, des djihadistes purs et durs et des partisans du MAK¹⁶. De plus, ils marchent avec la « fameuse majorité silencieuse. »

Mais le *Hirak* n'est pas pour autant un long fleuve tranquille. « Il est jalonné de luttes et d'affrontements entre laïcs et islamistes, panarabistes et berbéristes, féministes et conservateurs ». Ces luttes ont conduit maintes fois le mouvement au bord de l'explosion, mais un compromis a surgi toujours in extremis, « une ligne commune ou une raison pour rester ensemble ». Même si ça devait faillir, « ç'aurait été une grande expérience de lutte, de dialogue, et de résilience ».

Depuis le début, à Milan, il y a eu des tensions entre laïcs et religieux, qui continuent, notamment sur la page *Hirak* en Italie, sur Facebook. Au début ce sont des « activistes » du MSP (islamiste) qui étaient les plus nombreux et les plus organisés aux manifestations de Milan. D'autres éléments se sont joints : des ex-Pags, des berbéristes, des éléments de la gauche radicale, des ex-FIS, des sans appartenance, des sans affiliation.

« Il y a eu des discussions houleuses pour trouver des lignes et des mots d'ordre communs. Des personnes se sont retirées de part et d'autres : trop laïc et berbériste pour certains, trop islamiste d'autres ».

« Je pense que les islamistes jouent leur jeu. Et c'est de bonne guerre. La pire des choses qu'on peut faire c'est de se retirer, ou se cacher derrière

¹⁵ La diaspora a organisé des actions, notamment en France, au Canada et en Allemagne, pour sensibiliser les Algériens qui se sont rendus aux urnes dans les consulats et les ambassades lors de l'élection présidentielle du 12/12/2019.

¹⁶ Mouvement indépendantiste pour l'autodétermination de la Kabylie.

HIRAK ET DIASPORA, FORCE MOTRICE OU CAISSE DE RÉSONNANCE ?

les militaires, et de leur laisser de nouveau l'exclusivité de l'antagonisme face au pouvoir mafieux.»

Le *Hirak* a ramené l'espoir dans la diaspora. «Beaucoup considéraient l'Algérie une cause perdue. Beaucoup ont cessé de s'intéresser à ce qui se passait au pays. Et puis d'un seul coup l'espoir est revenu.»

«Pour moi le *Hirak* est en Algérie. Nous ici nous ne sommes que des fenêtres de visibilité, pour que le monde ne nous oublie pas. Mais les choses sérieuses se passent dans les rues du pays.»

Djamila Addar,

55 ans, vit à Montréal depuis 1997.

En tant que militante associative active, le *Hirak* ne l'a pas vraiment surprise. Deux jours après la marche du 22/2 à Alger, elle a fait partie de ces milliers d'Algériens, toutes tendances confondues, qui sont sortis manifester pour «au début, soutenir le peuple algérien et donner plus de visibilité à son soulèvement». Ce qui unissait les Algériens par-delà les appartenances politiques et idéologiques «c'était l'idée ou le rêve de se débarrasser de cette dictature.»

Tel qu'il a émergé, le mouvement du 22/2 donnait l'impression que ce rêve pourrait se réaliser. «Au bout de quelques rassemblements, les masques commençaient à tomber, les idéologies à s'afficher avec arrogance, et parfois de façon conflictuelle.»

Les militants amazighs trouvaient de moins en moins leur place : «les drapeaux amazighs étaient tolérés, mais c'était insincère. Les militants du MAK étaient carrément agressés. Les interventions se faisaient en arabe et en français et quand quelqu'un venait à parler kabyle, on lui accordait quelques minutes comme s'il quémandait le droit de parler dans sa langue maternelle.» Résultat : l'existence à Montréal de deux *Hirak*, l'un tenant ses rassemblements devant le consulat d'Algérie le samedi, l'autre, place Canada le dimanche.

À la question de savoir si, là encore, le *Hirak* est infiltré par les islamistes, puissants au Canada, Djamila Addar répond qu'«ils tirent les ficelles, financent et veulent avoir la mainmise idéologique sur le *Hirak*, ce qui expliquerait peut-être l'existence de deux rassemblements.»

Karim S.,

34 ans, vit depuis 7 ans à Montréal.

Le *Hirak* a selon lui «stupéfié les Canadiens. À moins de 40 C°, voir des Algériens manifester pour un pays qu'ils ont pourtant quitté, c'est juste extraordinaire.»

En effet, il n'y a aucune raison pour qu'à Montréal le *Hirak* ne soit pas « aussi passionné que celui du bled », quitte à condenser les heurts inévitables entre « des gens de différentes régions, de différentes idéologies, des religieux aux laïcs en passant par les féministes, les libéraux, etc. »

C'est pourquoi, pense-t-il, les *Hirakistes* ont décidé de doubler la mise en manifestant le samedi devant le consulat d'Algérie et le dimanche place Canada. Pour sa part, Karim ne constate pas d'infiltration islamiste : « N'ayant pas l'interprétation ni la définition de ce qui est islamiste, je répondrais à la question de l'infiltration en disant que le courant conservateur religieux fait partie de l'échiquier politique de notre Algérie ».

Il trouve même que « les sympathisants islamistes ont fait preuve d'intelligence en ne se montrant pas trop durant la phase actuelle du *Hirak*. »

Dahman Dahmani,

65 ans, vit en Californie depuis les années 1970, et à San Diego depuis 2013.

Il a manifesté à Alger le 8 mars 2019, où il était de passage. Puis il a rejoint ses amis pour donner un écho au *Hirak* algérien dans la ville de San Francisco, en Californie. Pour lui, le *Hirak* « rassemble les Algériens pour une Algérie nouvelle, moderne, juste et progressiste. »

S'il y a une différence entre le *Hirak* en Algérie et le *Hirak* dans la diaspora, elle s'exprime sans doute par sa philosophie. « Je crois qu'en Algérie, beaucoup pensent que le *Hirak* va leur permettre de recevoir ce qui leur manque matériellement et socialement et les Algériens à l'étranger, qui n'ont pas la même attente, se battent pour une reconstruction fondamentale de la société algérienne avec des institutions justes, légales et la reconstruction du pays en État de droit. »

Le *Hirak* est-il infiltré par les islamistes ? « Oui... même ici à San Francisco. »

En guise de conclusion

La spontanéité avec laquelle la diaspora s'est engagée dans le mouvement a brouillé quelques cartes sur ses propres missions. Devait-elle n'être qu'une caisse de résonance du combat algérien ou avait-elle des missions spécifiques ? Outre la prouesse d'avoir réuni des Algériens de différentes tendances dans les sons de la kermesse, il était dans les attributs de la diaspora d'œuvrer à amener les responsables politiques des pays étrangers où vivent et militent les Algériens à soutenir le mouvement ou du moins à en faire connaître la justesse.

HIRAK ET DIASPORA, FORCE MOTRICE OU CAISSE DE RÉSONNANCE ?

Quelques résultats ont de ce point de vue été enregistrés. La diaspora algérienne au Canada a obtenu que des députés interviennent dans leur Parlement pour interpeler leur gouvernement sur ses intentions vis-à-vis de son homologue algérien.

En France, un collectif a pu obtenir le soutien en faveur du *Hirak* de la députée de la France insoumise du Val-de-Marne, Mathilde Panot, dont le voyage – houleux – en Algérie a davantage amplifié la médiatisation du *Hirak* en France que l'action de tous les collectifs réunis.

Si la pétition initiée par le député européen, Raphaël Glucksmann, a provoqué les foudres d'Alger pour qui l'initiative confirmait la thèse de « la main de l'étranger », elle a l'avantage d'avoir mis dans l'espace public la question du *Hirak* dont on parle moins en Europe que les manifestations de Hong Kong à 9 600 km de Paris.

Le procès et la condamnation du journaliste Khaled Drareni en août 2020, en plein confinement, ont réactivé les actions de la diaspora en vue d'informer les institutions sur le sort des détenus d'opinion en Algérie. Des initiatives spécifiques à la diaspora ont été prises, notamment par la sensibilisation des grands médias et des ONG sur la négation des droits des détenus du *Hirak*.

Une marche pour porter un message en faveur de ces détenus, partie de Chambéry en France en direction du siège de l'ONU à Genève (Commission des droits de l'homme) est l'une des missions spécifiques de la diaspora qui a pâti d'une nouvelle donnée, l'offensive des islamistes dans l'accaparement du mouvement, notamment à l'étranger.

L'interruption du *Hirak* en Algérie pour cause de confinement, exploité par le pouvoir pour le décimer, a exacerbé le rôle de la diaspora.

En dépit de tous les efforts méritoires des uns et des autres et de la volonté unitaire, on ne parvient pas en France, comme partout ailleurs dans le monde, à faire bouger la presse, pas plus que l'opinion française et internationale ni même à mobiliser davantage d'Algériens, pourtant nombreux en diaspora.

Juillet-août 2020

Résumé:

Depuis le 17 février 2019, la diaspora algérienne en France et à travers le monde est sur la brèche. Toutes les semaines et à plusieurs reprises parfois en une semaine, des marches et des manifestations ont lieu pour prolonger l'écho du *Hirak* en Algérie.

Cette amplification du mouvement contestataire dans les pays étrangers s'inscrit dans la tradition militante de l'immigration algérienne de se tenir aux côtés de son peuple. Parti du rejet du 5^e mandat de Bouteflika, le mouvement a réuni toutes les couches et toutes les générations de la société algérienne. Le même schéma se retrouve dans la diaspora. Cependant, en diaspora, les divergences idéologiques, notamment entre intégrisme et laïcité, ont fini par éclater au grand jour.

Cette contribution tente une analyse de la configuration de la diaspora dans son rapport au *Hirak* en s'appuyant sur les témoignages d'acteurs du mouvement dans plusieurs villes du monde.

